

CONCOURS EXTERNE DE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE CLASSE SUPÉRIEURE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

SESSION 2023

CORRECTION

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ N°2

OPTION : ECONOMIE ET QUESTIONS EUROPÉENNES

Ce dossier comporte 4 pages

QUESTION 1

4 points

Pour protéger son économie, un pays doit-il encourager le protectionnisme ?

Le libre échange est une doctrine économique prônant la liberté de circulation de tous les biens et services entre les nations.

Le protectionnisme vise, à travers l'instauration de barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (embargo commercial quotas d'importations, barrières réglementaires telles que les normes), à limiter les importations de biens et de services afin de favoriser ou protéger la production nationale de la concurrence étrangère et ainsi rééquilibrer la balance commerciale. L'instauration d'un droit de douane a pour effet d'augmenter le prix des produits importés et d'en décourager la consommation.

L'effet recherché est la protection de certains secteurs économiques tels que les industries naissantes pas assez compétitives pour affronter la concurrence internationale, laisser le temps à des activités vieillissantes de se reconvertir ou sauvegarder l'emploi dans les secteurs menacés.

Mais le protectionnisme peut avoir un revers négatif : il peut conduire à une guerre commerciale entre nations (boycott, mesures de représailles), à l'isolement de l'économie nationale, à une hausse des prix pour les consommateurs et les entreprises, à retarder les avancées technologiques, à la perte de compétitivité des entreprises et à la hausse du chômage.

QUESTION 2

3 points

Le développement durable peut-il être un frein à la croissance économique ?

Le développement durable (notion introduite en 1987) entend répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il associe performances environnementales, sociétales et économiques. On l'oppose régulièrement à la notion de croissance (hausse régulière du niveau de production) qui est liée à la performance économique.

Avec le développement durable, la croissance prend une orientation de plus en plus qualitative et non plus uniquement quantitative. Il implique une remise en cause d'un modèle économique et d'un mode de vie basé sur les énergies fossiles.

Pour les pays émergents, il n'est pas aisé d'admettre que le développement économique puisse être freiné au nom du développement durable. En effet, pour ces pays, le développement passe encore par une croissance en volume.

Dans les pays de l'OCDE, au contraire, le développement durable peut accompagner la croissance, voire la stimuler. Les écarts de consommation considérables qui existent entre ces pays (l'Europe est loin du niveau de consommation énergétique des Etats-Unis) montrent qu'il est possible d'atteindre un niveau de vie correct tout en maîtrisant les consommations d'énergie. Aussi, les transports doivent de plus en plus faire face à un épuisement des ressources (pétrole). De ce fait, investir dans les énergies renouvelables peut être plus intéressant et moins coûteux que chercher à exploiter de nouveaux gisements.

Dans ces pays, la richesse produite peut permettre de dégager des ressources permettant aux états de mener des politiques environnementales ambitieuses (appareils électro-ménagers basse consommation, renforcer l'isolation des bâtiments publics et privés, développement des énergies renouvelables). Celles-ci seraient un stimulant pour la croissance.

Aujourd'hui, le développement durable est un obstacle pour un certain nombre de pays et une opportunité pour d'autres. Une coopération internationale renforcée semble indispensable

QUESTION 3

2 points

Le PIB et ses limites.

Le PIB, un indicateur macroéconomique : mesure de la richesse au niveau d'un pays. Calculé en additionnant les valeurs ajoutées créées dans un pays au cours d'une année, qu'elles proviennent des productions marchandes des entreprises ou des productions non marchandes des administrations publiques.

Le PIB mesure la **croissance économique** d'un pays, qui est l'évolution du PIB durant une année, sans tenir compte de la variation des prix.

Le PIB est avant tout un indicateur quantitatif. Il ne reflète que partiellement la richesse d'un pays et la qualité de vie de ses habitants.

Ainsi, les nuisances (par exemple les produits polluants, le tabagisme) figurent dans le PIB au même titre que la production de bien réellement utiles et vertueux. De plus, de nombreuses activités (par exemple le bénévolat) n'entrent pas dans le calcul du PIB.

QUESTION 4

3 points

Quelles sont les principales causes du chômage ?

Le chômage peut avoir des causes multiples :

- Le chômage keynésien : les personnes perdent leur emploi suite à une baisse de la demande vis-à-vis des entreprises
- Le chômage classique : les personnes perdent leur emploi suite à un coût du travail trop élevé
- Le chômage conjoncturel : les personnes perdent leur emploi suite à une baisse de la croissance économique
- Le chômage structurel : les personnes perdent leur emploi suite à une modification de la structure de l'économie – le déclin d'activités
- Le chômage technologique : les personnes perdent leur emploi suite au progrès technique et le remplacement des salariés par des robots
- Le chômage technique : les personnes ne peuvent pas travailler car leur entreprise ne peut pas fonctionner suite à un problème – une catastrophe naturelle ou une pénurie dans les semi-conducteurs
- Le chômage frictionnel : c'est la quantité de personnes qui sont au chômage à la sortie de leurs études et qui ont un délai pour trouver un emploi

QUESTION 5

3 points

Présentez les conséquences économiques de l'inflation.

L'inflation est la hausse durable des prix à la consommation. L'inflation présente :

- Des conséquences positives sur l'économie : Baisse de la charge de la dette pour les débiteurs. En effet, les taux d'intérêt réels vont diminuer.
- Des conséquences négatives sur l'économie :
 - Baisse du pouvoir d'achat des ménages. En effet, si les revenus n'augmentent pas, cette hausse des prix va diminuer la capacité des ménages à consommer.
 - Baisse de revenus pour les ménages qui vivent des revenus de leur patrimoine. En effet, en période d'inflation, les revenus du patrimoine ne peuvent pas augmenter pour compenser la hausse des prix

QUESTION 6

2 points

Quel est le rôle de la Banque Centrale Européenne ?

La banque centrale européenne (BCE), est la banque centrale responsable de la monnaie unique européenne des pays membres de la zone euro. C'est une institution fédérale indépendante des différents états de l'Union européenne.

Elle gère la monnaie unique, assure la stabilité des prix et mène la politique économique et monétaire de l'Union européenne.

Sa principale mission consiste à maintenir la stabilité des prix, il ne faut pas que l'inflation dépasse 2 %.

Elle est chargée de la conduite de la politique de change, et elle contrôle la masse monétaire dans la zone euro.

QUESTION 7

3 points

Quelles sont les ressources du budget de l'Union Européenne ?

L'Union européenne ne prélève elle-même aucun impôt. Ce sont les états membres qui mettent des ressources à sa disposition sans pouvoir s'y opposer. Le budget représente un peu plus de 1 % de la richesse produite chaque année dans l'UE (13 400 milliards d'euros en 2020). Il s'inscrit dans un cadre pluriannuel de 7 ans (1 074,3 milliards pour la période 2021 – 2027). Pour l'année 2022, le budget de l'UE est de 170,6 milliards d'euros.

Le budget de l'UE comprend **3 ressources propres** :

- Les ressources traditionnelles mises en place en 1970 : **droits de douane** perçus sur les importations en provenance des pays tiers. Les accords de libre échange, négociés dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), ont contribué à réduire cette ressource. Les **prélèvements agricoles** perçus sur les importations dans l'UE de produits agricoles couverts par la politique agricole commune (PAC). Ces taxes compensent les écarts entre les cours mondiaux et les prix plus élevés de l'UE. Les **cotisations sur les sucres**.
Ces taxes sont prélevées par les états membres auprès des opérateurs économiques. Elles représentent 14 % des recettes de l'UE.
- La TVA (taxe sur la valeur ajoutée) : Contribution des états membres (taxe sur la TVA de ces derniers) qui représente 12 % de la totalité des ressources de l'UE.
- Prélèvement sur le revenu national brut de chaque état membre (% fixé chaque année par le budget de l'UE). Créée en 1988, cette taxe représente aujourd'hui 72 % des ressources de l'Union.

Les autres taxes :

- Taxes sur les rémunérations des personnels des institutions européennes.
- Contributions des pays tiers à certains programmes européens.
- Amendes des entreprises qui ne respectent pas les règles de la concurrence.

Les ressources hors budget : Contributions des états membres qui financent les fonds européens de développement (aides au pays Afrique, Caraïbe, Pacifique) et la politique étrangère et de sécurité commune. Y figure également l'emprunt (il permet d'accorder des prêts aux pays tiers associés ou de l'aide alimentaire).